



Ingénieur agronome et économiste, François Rasolo a été chercheur de 1973 à 1989, puis directeur général du Centre national de recherche appliquée pour le développement rural (FOFIFA) à Madagascar, de 1990 à 2005. Il est actuellement représentant de la FAO à Brazzaville, au Congo.

## Recherche agricole

# Sortir des sentiers battus

**Pour garder leur autonomie et s'adapter aux besoins locaux, les recherches agricoles nationales du Sud doivent pouvoir compter sur la volonté politique et le dynamisme des chercheurs. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Le Malgache François Rasolo appelle à un sursaut.**

La recherche agricole nationale au Sud risque, à terme, de disparaître si elle n'est pas l'objet d'une profonde remise en cause. L'état des lieux critique de la situation montre plusieurs grands points de blocage. Le premier est que, malgré les grandes déclarations, la recherche n'est que rarement une priorité pour les gouvernements. Les politiques s'en désintéressent, par manque d'information et aussi parce qu'ils ont souvent des idées préconçues. Ils pensent que les chercheurs n'apportent pas de contributions immédiates aux problèmes du quotidien, qu'ils planent dans les hautes sphères !

Pour eux, investir dans la recherche, parfois sur dix ans, n'a pas de sens. Ils ont d'autres problèmes urgents à régler. Il en va de même pour les bailleurs de fonds qui mettent l'accent sur l'éducation, la santé, le sida... Mais ne pas investir a des conséquences. Un exemple : il y a quelques années, lorsque le prix de la vanille a atteint 400 \$ US (336 €) le kilo à Madagascar, tout le monde s'est mis à en cultiver et à faire n'importe quoi. C'est à ce moment-là qu'il aurait fallu continuer les recherches sur la qualité et la teneur en vanilline pour faire face à la concurrence indonésienne de plus en plus forte. On ne l'a pas fait. La vanille se vend maintenant 30 \$ le kilo (25 €).

Aujourd'hui, la recherche n'a pas de place dans l'élaboration des politiques. Ainsi, dans les documents de Stratégie de réduction de la pauvreté, à Madagascar ou au Congo, on n'en parle que très peu ou pas du tout. Seuls quelques rares pays comme le Kenya ont compris son importance. Pas étonnant que les centres de recherche manquent alors de moyens. Le manque d'intérêt des gouvernements est aussi un alibi pour les bailleurs de fonds pour ne pas donner "puisque les dirigeants ne savent pas ce qu'ils veulent". Les initiatives en faveur de la recherche viennent donc essentiellement du Nord et non des pays eux-mêmes.

### Des recherches trop classiques

Les chercheurs ont eux aussi leur responsabilité : la plupart manquent de dynamisme. Souvent très conventionnels dans leurs thèmes "classiques" de recherche, ils restent

centrés sur les variétés, les résistances aux maladies... Ils ne prennent pas en compte la mondialisation, donnée désormais incontournable, qui demande des changements fondamentaux dans les options de recherche.

À Madagascar, faut-il s'acharner à faire produire partout par les paysans du riz pour nourrir les gens uniquement au nom de la fameuse autosuffisance alimentaire bien que ce ne soit pas toujours rentable pour eux ? Réfléchissons ! Ne vaudrait-il pas mieux produire des riz de niche à exporter à bon prix en Europe et dans le Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA) et importer du riz bon marché du Vietnam ou de Thaïlande pour la consommation ? Les biocarburants sont en train de devenir un marché, il faudrait anticiper.

Les chercheurs hésitent à sortir des sentiers battus. C'est plus sécurisant de travailler

## “ Le manque de moyens n'explique pas tout ”

sur ce qu'ils connaissent. D'autant que la population des chercheurs vieillit. À Madagascar, un tiers d'entre eux ont plus de 50 ans, 10 % ont dépassé l'âge de la retraite. Ils manquent souvent d'ouverture et de culture générale. Enfermés dans leur discipline, ils ne regardent pas les autres. Ainsi, le sélectionneur de café ne s'intéresse pas à ce qui se passe à Hong Kong au sommet de l'OMC, alors que c'est le marché international qui détermine l'avenir de cette culture. Surfer sur Internet n'est pas encore un réflexe pour tous. C'est grave, car ils ne reçoivent plus de documents papier et sont coupés de tout.

Les techniques de recherche sont souvent dépassées et le manque de moyens n'explique pas tout. Les biotechnologies, par exemple, ne sont pas assez utilisées. Excepté quelques pays, le Sud est très en retard. Mais si le Nord possède les technologies, le Sud possède les gènes. Sur les OGM, on se contente souvent de copier les débats du Nord. Alors qu'il est très important de s'informer, de comprendre comment cela

fonctionne, de connaître les règles pour pouvoir en prévenir les inconvénients le jour où ils arrivent dans nos pays.

### Indispensable volonté politique

Il est urgent de revoir ces attitudes et ces manières de faire si nous voulons rester dans la course, garder un peu d'initiative. L'absence de soutien des gouvernements et le manque d'audace des chercheurs ont de graves conséquences pour l'indépendance des systèmes de recherche nationaux. Ce sont maintenant de plus en plus souvent les privés qui financent la recherche. Quand, à Madagascar, les Américains – le Millenium Challenge Account – mettent 100 millions de dollars sur la table pour financer des projets de développement agricole, incluant des recherches appliquées très ciblées sur certaines filières, c'est qu'ils y ont des intérêts. Et là, les chercheurs sont bien obligés de réorienter leurs programmes en fonction de leurs souhaits.

La priorité est maintenant aux fonds "compétitifs" dans la recherche. Les bailleurs mettent en concurrence les projets proposés par les chercheurs pour répondre aux besoins exprimés par les organisations paysannes. C'est bien, parce que cela les incite à être novateurs. Ils sont habitués à être financés régulièrement, mais pas à se battre pour présenter à temps des dossiers solides et originaux. De même pour les appels d'offres européens auxquels ils savent rarement répondre. Là-dessus, ils auraient vraiment besoin de formation.

Si on ne veut pas en arriver à ce que nos recherches nationales n'aient plus aucune autonomie, il faut une véritable volonté politique. À commencer par une déclaration de principe de nos gouvernements affirmant que ces recherches sont indispensables. Nous avons besoin qu'ils disent où ils veulent aller, ce qu'ils veulent faire et peuvent faire pour la recherche en cohérence avec les plans de développement agricole.

Les opinions exprimées dans ce Point de vue sont celles de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les idées du CTA.